

OUI À L'INITIATIVE
**CONTRE LE COMMERCE
DE GUERRE**
commercedeguerre.ch

**Informations et arguments au
sujet de l'initiative pour
l'interdiction du financement des
producteurs de matériel de
guerre.**

L'initiative contre le commerce de guerre : éthiquement juste, économiquement pertinente et conforme à la neutralité suisse

Un OUI à l'initiative contre le commerce de guerre

→ est un pas vers un monde plus pacifique

Le commerce des armes est un business florissant, auquel la Suisse participe sur le plan du financement. En diminuant les fonds injectés dans cette industrie meurtrière, on réduit la production d'armes. Moins il y a d'armes en circulation, moins il y a de victimes.

→ protège la neutralité et la crédibilité de la Suisse

En tant que pays neutre ayant une tradition humanitaire, la Suisse s'engage en faveur des droits humains, de la paix et des solutions diplomatiques. Le fait d'investir des milliards de francs suisses dans des guerres et des conflits est incompatible avec la neutralité suisse.

→ lutte contre les causes de l'exil

À travers le monde, des millions de personnes sont forcées de fuir, en raison des guerres et des conflits. L'initiative contribue à remédier aux causes de ces déplacements forcés, en réduisant le volume des armes dans les zones de guerre.

→ est économiquement pertinent

Il est rentable d'investir selon des critères de durabilité, en particulier à long terme. C'est pourquoi de nombreuses sociétés financières privilégient déjà les investissements éthiques.

De quoi s'agit-il?

L'argent suisse contribue à financer les guerres de ce monde. Chaque année, des dizaines de milliers de personnes meurent à la suite de guerres et de conflits armés. Et des millions sont blessées, traumatisées et contraintes de fuir. De leur côté, les multinationales du secteur de l'armement n'ont pas honte de faire des affaires en livrant des armes aux parties en conflit.

Des milliards de francs suisses sont injectés dans ce commerce sanglant. En 2018, la Banque nationale suisse a ainsi investi 1,3 milliard de dollars US dans des entreprises qui fabriquent des armes nucléaires. Les banques suisses et nos caisses de pension sont elles aussi très engagées dans ce business mortifère. L'initiative contre le commerce de guerre vise à empêcher les investissements suisses dans le financement des fabricants de matériel de guerre. La Suisse est un pays riche et l'une des principales places financières du monde, et doit donc endosser ses responsabilités. En votant OUI à l'initiative contre le commerce de guerre, nous contribuons à un monde plus pacifique.

Table des matières

L'essentiel en bref	4
L'importance de l'initiative	5
Les guerres, les conflits armés et l'industrie de l'armement	5
Le climat, l'industrie d'armement et le manque de ressources financières	6
Le financement de l'industrie de l'armement	7
Le rôle de la Suisse	8
Les objectifs de l'initiative	9
Exemples de participation suisse au commerce de guerre	9
Les changements visés par l'initiative	12
Une initiative réalisable	13
Modèle privés et publics pour l'initiative	13
Les effets de l'initiative	14
... sur l'industrie internationale de l'armement	14
... sur la demande en armes	15
... sur l'engagement de la Suisse	15
... sur le capital de prévoyance auquel les personnes assurées ont droit	15
... sur l'indépendance de la Banque nationale	15
... sur l'approvisionnement des forces armées suisses	15
... sur l'industrie suisse de l'armement	16
... sur l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM)	16
... sur la Suisse en tant que place financière respectée au niveau international	16
LA SUISSE A TOUT À GAGNER	16
... est un pas vers un monde plus pacifique	16
... lutte contre les causes qui poussent les personnes à fuir	17
... protège la neutralité et la crédibilité de la Suisse	17
... est économiquement pertinente	17
... protège notre climat de diverses manières	17

L'essentiel en bref

Les guerres et les conflits armés font rage un peu partout dans le monde. Les médias n'en parlent souvent pas, et nous oublions la souffrance quotidienne qui les accompagne. Mais la croissance ininterrompue des chiffres d'affaires de l'industrie des armes en dit long: le commerce de guerre est un domaine qui prospère. **L'initiative contre le commerce de guerre vise à empêcher la Suisse de participer à ce business.**

En 2019, les conflits armés ont tué 75 600 personnes à travers le monde, dans le cadre de 152 situations de guerre enregistrées cette année-là¹. Les armes utilisées sont fabriquées par des entreprises d'armement du monde entier. Elles sont vendues aux parties impliquées, ou parviennent clandestinement dans les zones de conflit. Le volume des ventes internationales de matériel de guerre a augmenté de 7,8% entre 2009/13 et 2014/18, atteignant son plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide². Il est difficile de quantifier la valeur totale du commerce international des armes. La transparence n'est garantie ni pour les ventes, ni pour les achats. Toutefois certains producteurs de matériel de guerre publient quelques chiffres. L'institut de recherche suédois SIPRI estime le chiffre d'affaires du commerce international des armes à 95 milliards de dollars en 2017. Mais le volume réel est probablement encore beaucoup plus élevé³.

Pour produire du matériel de guerre et fournir des armes aux parties en conflit, l'industrie de l'armement doit pouvoir se financer. Or la Suisse joue un rôle central dans ce domaine. Les fabricants d'armes doivent lever des fonds de tiers, qu'ils obtiennent sur les marchés financiers sous forme de capital-actions, d'obligations ou de capitaux d'emprunt à court terme. La Suisse compte parmi les principales places financières du monde, gérant des actifs de plus de 6943,5 milliards de francs. Une somme qui correspond à 25% des patrimoines internationaux du monde. Environ la moitié de ces actifs proviennent de l'étranger. L'autre moitié est de l'argent appartenant à la population suisse⁴. L'argent injecté dans l'industrie des armes par nos banques, nos fonds de pension et nos compagnies d'assurance fait de nous les complices des entreprises qui profitent des guerres, souvent à notre insu. C'est pourquoi il est urgent d'introduire un droit de codécision sur la manière dont notre argent est investi. En tant qu'État neutre et dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse ne peut pas se permettre une politique de maximisation des profits au détriment de vies humaines.

On nous a longtemps dit que l'exclusion éventuelle des producteurs d'armes menacerait nos retraites, ou réduirait les bénéfices des portefeuilles d'investissement. Mais la croissance rapide⁵ des investissements dans les activités durables («*Sustainable Finance*») vient prouver le contraire: il apparaît que la durabilité est un critère non seulement nécessaire mais aussi rentable. Les produits de placement durables ne représentent plus un créneau spécialisé. Ils sont l'avenir de la finance, et un critère de qualité pour la Suisse. Si les caisses de pension suisses avaient misé exclusivement sur les investissements durables en 2019, elles auraient affiché 9 milliards de bénéfices supplémentaires.

Le Conseil fédéral s'est également engagé dans ce sens. Dans ses lignes directrices sur la finance durable de juin 2020, il écrit que la place financière suisse doit devenir l'un des principaux centres mondiaux de services financiers durables, permettant à la Suisse «d'apporter une contribution efficace au développement durable»⁶. Pour de nombreux acteurs financiers, la durabilité se limite encore aux critères écologiques. Logiquement, une orientation

¹ Uppsala Conflict Data Program, Department of Peace and Conflict Research > UCDP DATA > [Fatalities View](#) (consulté le 20.07.2019).

² SIPRI Yearbook 2019: Armaments, Disarmament and International. Summary. p. 8.

³ SIPRI Yearbook 2019: Armaments, Disarmament and International. Summary. p. 9.

⁴ SwissBanking 2020: La place financière suisse. En ligne sur: <https://www.swissbanking.org/finanzplatz-in-zahlen/la-place-financiere-suisse/> (consulté le 20.07.2019).

⁵ Selon les calculs du Swiss Sustainable Finance Institute, la croissance des investissements durables serait de 62% pour l'année 2019. En ligne sur: https://www.sustainablefinance.ch/en/swiss-sustainable-investment-market-study-2020-_content---1--3037--35722.html (consulté le 21.09.2020).

⁶ Le Conseil fédéral. Lignes directrices en matière de finance durable. Berne, 2020. En ligne sur: https://www.sif.admin.ch/sif/fr/home/finanzmarktpolitik/nachhalt_finanzsektor.html (consulté le 21.09.2020).

durable doit inclure l'obligation morale de la Suisse de ne pas s'enrichir sur la misère causée par les guerres et les conflits, et de renoncer à cofinancer ce domaine.

- ➔ **L'initiative contre le commerce de guerre est notre meilleur moyen d'attirer l'attention sur le financement de l'industrie de l'armement. La participation de la Suisse au financement de produits qui servent à opprimer et tuer des personnes à travers le monde, et qui détruisent la nature et l'environnement, est incompatible avec nos valeurs.**

L'importance de l'initiative

L'initiative contre le commerce de guerre arrive au bon moment. Elle s'inscrit parfaitement dans l'idée que le marché financier suisse doit être durable, une perspective qui rencontre un soutien croissant ces dernières années. L'initiative demande que les actifs gérés en Suisse ne soient pas investis dans des activités qui portent préjudice à l'humanité. En ce qui concerne le financement des entreprises polluantes, les choses ont déjà beaucoup évolué depuis une dizaine d'années. Mais l'argent continue d'affluer dans l'industrie de l'armement, qui constitue un triple danger pour l'avenir de l'humanité :

- Les produits de l'industrie des armes servent uniquement à contrôler et à tuer des humains le plus efficacement possible.
- Ces produits sont extraordinairement nuisibles pour l'environnement, sur des années voire des décennies, contribuant ainsi à l'émergence de nouvelles zones de conflit.
- La surévaluation de l'armement militaire en tant qu'élément de la politique de sécurité signifie que les moyens manquent pour faire face aux crises majeures qui menacent réellement notre avenir: le changement climatique et les inégalités sociales croissantes.

L'initiative contre le commerce de guerre est la réalisation d'une idée déjà largement acceptée : notre argent a un impact, et nous voulons que cet impact soit positif.

- ➔ **L'adoption de l'initiative serait une nouvelle étape du chemin que la Suisse a pris ces dernières années.**

Les guerres, les conflits armés et l'industrie de l'armement

Les guerres et les conflits sont une réalité permanente à travers le monde. Leurs causes sont diverses, mais leurs effets sont toujours les mêmes : la mort, la faim et l'isolement au niveau local, la fragilisation des institutions démocratiques, la déstabilisation de régions entières, la destruction des infrastructures, le déplacement forcé et la perte d'identité collective. C'est la société civile qui souffre le plus, car les parties mènent leurs conflits sur le dos de la population. 85 à 90% des victimes des guerres seraient des civils, selon les analyses. Pour chaque combattant*^e tué*^e, il y a dix victimes parmi la population civile⁷.

Il existe d'innombrables approches et techniques de prévention des guerres et de désescalade des conflits⁸. Mais la dynamique mondiale de réarmement depuis la fin de la guerre froide ne s'inscrit clairement pas dans cette perspective. Année après année, la production et les ventes de matériel de guerre augmentent, et le monde dépense

⁷ Wiist, William H. et al.: The Role of Public Health in the Prevention of War: Rationale and Competencies, p. 34. In: American Journal of Public Health, June 2014, Vol 104, No. 6.

⁸ En tant que tels, les conflits sont une conséquence quasi naturelle des processus de changement social. Mais la violence en tant qu'expression de ces conflits est tout à fait évitable. Il est démontré que les stratégies de prévention les plus efficaces sont

de plus en plus pour ses armées. Cette surabondance d'armes est une bombe à retardement. Car une fois qu'ils se déclenchent, les conflits peuvent rapidement dégénérer en violence armée inutile. De plus, les dépenses liées aux armées et aux armements captent des ressources qui seraient nécessaires pour investir et innover dans le domaine économique, écologique et social. Ce déséquilibre entre le volet militaire et le volet civil de la politique de sécurité profite en particulier à l'industrie de l'armement. En 2019, les dépenses militaires mondiales par tête étaient de près de 250 francs, ce qui correspond à une croissance de 3,6% par rapport à l'année précédente, et à 2,2% du produit national brut mondial⁹.

Le climat, l'industrie d'armement et le manque de ressources financières

L'avenir de l'humanité est doublement menacé : par le réarmement militaire et par le changement climatique. Il existe des liens étroits entre ces deux facteurs, car l'utilisation des armes est souvent extrêmement polluante à long terme. De plus, les crises sociales et les problèmes de sécurité induits par le climat se multiplient. Et la surproduction d'armes liée à la dynamique mondiale de réarmement signifie un gaspillage massif de ressources. Or ces ressources font défaut notamment pour la lutte contre le changement climatique. Tous ces facteurs péjorent donc la situation en matière de climat et d'environnement. **Une place financière qui se veut écologiquement durable doit impérativement cesser d'investir dans l'industrie internationale de l'armement.**

Il ne fait aucun doute que le changement climatique est actuellement la plus grande menace pour l'humanité. Logiquement, toute politique de sécurité honnête devrait se concentrer sur la lutte contre les causes et les effets de la crise climatique. Malheureusement, la croissance de l'industrie de l'armement reflète exactement le contraire. La course internationale aux armes ne contribue en rien à renforcer la société civile ou les structures démocratiques, et elle accélère le réchauffement climatique. Alors que dès aujourd'hui, des populations quittent leurs champs desséchés, fuient les feux de végétation et les inondations, et voient de précieuses ressources se raréfier. La crise climatique présente un énorme potentiel de conflit. Mais au lieu de lutter par tous les moyens pour enrayer le réchauffement du climat, les gouvernements misent de plus en plus sur l'armement. Or les armées et les guerres comptent parmi les principaux facteurs à l'origine des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution aux particules fines et des catastrophes environnementales.

La pollution environnementale en lien avec le commerce de guerre s'explique notamment par son énorme consommation de ressources et ses rejets nuisibles au climat. Toutes les armées du monde occasionnent des émissions en grande quantité, liées à la production, au commerce, à l'exportation et au transport des armements, mais aussi aux manœuvres, aux déploiements et aux occupations de territoire. Prenons l'exemple de la gigantesque consommation de carburant des avions et navires de guerre: un avion de type Eurofighter consomme environ 70 à 100 litres de kérosène par minute, même sans utiliser de dispositif de postcombustion¹⁰.

Les guerres signifient toujours une destruction directe de l'environnement et des infrastructures par des bombardements et l'utilisation des armes¹¹. Avec à la clé des sols pollués, des captages d'eau potable contaminés, et des paysages détruits. Les armes nucléaires sont particulièrement destructrices et cruelles. On compte environ

le renforcement de la société civile et des institutions démocratiques, la réduction des inégalités et la promotion de la prospérité économique.

⁹ NZZ, 27 avril 2020: «Globale Militärausgaben auf Höchststand – Corona-Effekt erwartet». En ligne sur: <https://www.nzz.ch/international/globale-militaerausgaben-auf-hoehchststand-corona-effekt-erwartet-ld.1553713?reduced=true> (consulté le 02.08.2020).

¹⁰ Pflüger, Markus: «Krieg ist der grösste Klimakiller». In: IMI-Standpunkt 2019/023. En ligne sur: <https://www.imi-online.de/2019/06/21/krieg-ist-der-groesste-klimakiller/> (consulté le 28.04.2020).

¹¹ Pour en savoir plus: Lawrence et al. 2017: «The Consequences of War on the Natural Environment». In: Wiist / White: Preventing War and Promoting Peace. A Guide for Health Professionals. Cambridge. p. 48-60.

2,4 millions de personnes tuées directement ou indirectement par les seuls essais nucléaires¹². Les villes de Hiroshima et Nagasaki ont été presque entièrement détruites par les bombes atomiques larguées pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, les survivant*es souffrent des effets à long terme de la contamination radioactive subie¹³. Même une guerre nucléaire limitée à une région, par exemple entre l'Inde et le Pakistan, produirait une pollution aux particules fines tellement élevée qu'elle déclencherait immédiatement un changement climatique radical. Les températures chuteraient de façon spectaculaire, provoquant un hiver nucléaire.

⇒ **En 2018, la Suisse a investi 1045 dollars par tête dans des entreprises produisant des armements nucléaires, un chiffre nettement supérieur à la moyenne internationale¹⁴.**

Le financement de l'industrie de l'armement

Pour mener une guerre, il faut des moyens financiers. Un constat banal, mais qui s'avère fondamental pour comprendre les guerres et les conflits. En l'absence de moyens pour la mobilisation et l'entretien des troupes, la guerre est impossible. Le coût exact d'une guerre est difficile à quantifier. Aux coûts directs de la guerre s'ajoutent les pensions des anciens combattants, les augmentations du budget de la défense, l'aide étrangère ou les remboursements correspondants. Selon les calculs de la Brown University, les États-Unis auraient déboursé 6,4 mille milliards de dollars US pour les guerres au Pakistan, en Afghanistan et en Irak jusqu'ici. Les frais de déconstruction et de réparation sur le terrain ne sont pas compris dans ce calcul¹⁵.

L'un des principaux postes de dépenses concerne l'armement, en temps de guerre comme en temps de paix. À moins de se donner volontairement des critères pour exclure les fabricants de matériel de guerre, il est difficile pour les banques, les caisses de pension et les autres grands investisseurs d'éviter de participer au commerce de guerre. Car pour couvrir leurs frais de production, effectuer des investissements et réaliser des bénéfices, les entreprises productrices de matériel de guerre sont tributaires des ressources financières de tiers. Elles obtiennent en partie ces fonds grâce à leur présence sur le marché financier international, où se négocient les titres des entreprises. Les investissements dans des produits financiers internationaux sont des placements intéressants, y compris pour les banques, les institutions de prévoyance et les fondations suisses.

La Banque nationale suisse (BNS) procède également à des investissements internationaux. Il est vrai que toutes ces institutions sont libres d'exclure certaines entreprises ou des secteurs entiers de leurs portefeuilles d'investissement. Mais pour l'instant, on ne constate que quelques cas isolés d'exclusion proactive de ce genre. C'est ainsi que les avoirs de nos caisses de pension et la fortune nationale que détient la BNS aboutissent dans l'industrie internationale de l'armement. Chaque année, les caisses de pension investissent plusieurs milliards de francs dans des entreprises d'armement. Quant à la BNS, elle avait placé 1 496 866 000 de dollars US dans des fabricants américains de matériel de guerre – tant conventionnel que prohibé – en 2019¹⁶. Par rapport au total des placements de ces institutions, ces chiffres peuvent paraître faibles. Mais quel que soit le montant, l'argent injecté

¹² Grosse, Partick: «Wenn die Natur zum Kriegsopfer wird». In: DW - Made for minds, publié le 10.08.2019. En ligne sur: <https://www.dw.com/de/wenn-die-natur-zum-kriegsopfer-wird/a-49946633>. Consulté le 04.06.2020.

¹³ Casel, Isabelle: «Stoppt die Klimakiller Krieg, Militär, Rüstungsindustrie!». In: Netzwerk Friedenskooperative. Friedensforum 2/2020. En ligne sur: <https://www.friedenskooperative.de/friedensforum/artikel/stoppt-die-klimakiller-krieg-militaer> (consulté le 28.04.2020).

¹⁴ Chiffres basés sur le document «Don't Bank on the Bomb Report 2018» par Beenes, Maaike et Snyder, Susy. PAX, The Netherlands. En ligne sur: https://www.dontbankonthebomb.com/wp-content/uploads/2019/06/2019_HOS_web.pdf (consulté le 18.09.2020), analyse par ICAN Switzerland: <https://public.tableau.com/profile/ican.switzerland#!/vizhome/DontBankOnTheBomb-CH2019/SwissFinancialInstitutionsBankingOnTheBomb-2019> (consulté le 18.09.2020).

¹⁵ Costs of War. Watson Institute, Brown University. En ligne sur: <https://watson.brown.edu/costsofwar/costs/economic> (consulté le 08.08.2020).

¹⁶ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: <https://www.sec.gov/edgar/search-and-access>.

dans l'industrie de l'armement est toujours superflu, et soutient factuellement les guerres. Tant que des fonds publics continueront d'alimenter un secteur aussi destructeur que l'industrie de l'armement, celui-ci restera un champ d'investissement acceptable. Or la tendance des marchés financiers vers un meilleur bilan écologique des investissements montre que les choses pourraient changer.

⇒ **L'initiative contre le commerce de guerre offre à la Suisse une occasion unique d'assumer un rôle de pionnier.**

Le rôle de la Suisse

La Suisse possède l'une des principales places financières du monde. L'Indice des centres financiers classe la ville de Zurich au 14^e rang, parmi les 108 plus grandes places financières du monde¹⁷. La Suisse compte un total de 246 banques, depuis les deux grandes banques UBS et Credit Suisse aux petites banques régionales, caisses d'épargne et banques privées, en passant par les banques de taille moyenne comme le groupe Raiffeisen, la Banque cantonale zurichoise (ZKB) ou PostFinance¹⁸. Selon l'Association suisse des banquiers, ces banques ont un total de bilan de plus de 3000 milliards de francs, dont près de la moitié concerne les deux plus grandes. Les avoirs sous gestion s'élèvent à 6943,5 milliards de francs, dont 52,5% proviennent de Suisse. Les banques suisses détiennent ainsi une part 25% sur le marché mondial de la gestion des patrimoines internationaux¹⁹, ce qui fait de la Suisse l'acteur le plus important dans ce domaine. Les nombreuses compagnies d'assurance vie, d'assurance dommages et de réassurance présentent un bilan total de 684 milliards²⁰. Outre les banques et les compagnies d'assurance, qui sont des acteurs privés, il existe des instituts financiers de droit public. L'institution la plus importante est la Banque nationale suisse (BNS), qui présente un total du bilan de 817 milliards de francs et des fonds propres de 120 milliards de francs en 2018²¹. Le Fonds de compensation AVS gère lui aussi volume total de 36 440 millions de francs en 2019²². Par ailleurs, il existe près de 1600 caisses de pension en Suisse, dont la plupart sont des institutions de droit privé. Les institutions de prévoyance professionnelle de droit privé et de droit public possèdent un total du bilan de plus de 876 milliards de francs²³

⇒ **Tous ces acteurs financiers génèrent chaque année d'importants bénéfices, qu'ils sont libres de réinvestir. Si certains instituts ont des directives éthiques en matière de placement ou de gestion, il est très rare que leurs règlements excluent systématiquement les investissements dans l'industrie mortifère des armes. Une situation qui doit changer, selon l'initiative contre le commerce de guerre.**

¹⁷ Long Finance & Global Financial Centres: The Global Financial Centres Index 27, mars 2020. En ligne sur: https://www.longfinance.net/media/documents/GFCI_27_Full_Report_2020.03.26_v1.1_.pdf (consulté le 08.08.2020).

¹⁸ Banque nationale suisse: Les banques en Suisse, 2019, p. 9 ss.

¹⁹ SwissBanking: Le secteur bancaire suisse. En ligne sur: <https://www.swissbanking.org/finanzplatz-in-zahlen/le-secteur-bancaire-suisse/> (consulté le 09.08.2020).

²⁰ FINMA, Rapport sur le marché de l'assurance, 2018, p. 5.

²¹ Banque nationale suisse, Bilan au 31 décembre 2019. En ligne sur: https://www.snb.ch/de/iabout/snb/annacc/id/snb_annac_balance (consulté le 09.08.2020).

²² CompenSwiss, Fonds de compensation AVS/AI/APG > Fortune > Fortune AVS/AI/APG > Année 2019. En ligne sur: https://www.compenswiss.ch/FR/?page_name=AvsAppHome (consulté le 09.08.2020).

²³ Office fédéral de la statistique 2020: Statistique des caisses de pensions, Principaux résultats 2014–2018, p. 3.

Les objectifs de l'initiative

Il est possible de réduire le nombre des guerres et de pacifier le monde, par exemple en luttant contre les inégalités économiques mondiales, ou en renforçant les structures démocratiques des sociétés. Le réarmement en cours n'est certainement pas la bonne voie. En tant que pays neutre, la Suisse n'est pas impliquée dans des conflits armés, mais elle contribue malheureusement à l'expansion de l'armement à travers le monde. L'initiative contre le commerce de guerre vise à remédier à cette situation, et son adoption aura les conséquences suivantes:

Les avoirs suisses n'alimentent plus l'industrie de l'armement.

- La Suisse renforce sa neutralité et ses valeurs humanitaires.
- Une réelle contribution à la pacification du monde.
- La place financière endosse la responsabilité de ses activités.

L'initiative contre le commerce de guerre concerne principalement l'industrie internationale de l'armement, et vise à empêcher les fonds suisses d'affluer dans ce secteur. De nombreux instituts financiers évitent d'ores-et-déjà ce genre de placements, preuve que la mise en œuvre de l'initiative est possible sans difficultés, et sans pertes financières. Nous présentons ci-après les pires exemples de commerce de guerre impliquant la Suisse, les meilleurs modèles à suivre ainsi que les conséquences de l'adoption de l'initiative par la Suisse.

Exemples de participation suisse au commerce de guerre

L'initiative contre le commerce de guerre vise à empêcher que des fonds suisses soient injectés dans l'industrie internationale de l'armement. Comme ce secteur produit principalement pour les armées et les forces de sécurité, il est peu visible pour la majeure partie de la population. L'initiative met au jour les flux financiers alimentant l'industrie des armements, et prévoit une interdiction pour la Suisse d'y participer. Les exemples suivants illustrent l'implication de la Suisse dans les entreprises les plus meurtrières de la planète.

Lockheed Martin

Le groupe Lockheed Martin, le plus grand producteur d'armements au monde, est basé aux États-Unis. En 2018, il a réalisé près de 88% de ses ventes dans le secteur des armes²⁴. Son chiffre d'affaires total s'élève à 59,8 milliards de dollars US²⁵.

Les grandes banques et les caisses de pension suisses sont nombreuses à ne pas exclure Lockheed Martin de leurs placements. C'est aussi le cas de la Banque nationale suisse. En 2017, UBS investissait au moins 532 millions de dollars US dans cette société²⁶. Pour se faire une idée des placements que peut opérer un caisse de pension dans Lockheed Martin, il faut se référer aux rares chiffres connus: une caisse de pension qui investit une partie de ses actifs dans des actions à l'étranger, et qui s'appuie sur les modèles standard des fonds indiciels sur les marchés d'actions internationaux, investira inévitablement dans Lockheed Martin, puisque le groupe représente 0,24% du MSCI World, l'un des fonds indiciels les plus courants (la valeur exacte peut varier légèrement)²⁷.

²⁴ SIPRI 2019: The Sipri Top 100 Arms-Producing and Military Services Companies 2018, p. 9.

²⁵ Lockheed Martin Corporation 2019: Annual Report, p. 2.

²⁶ Snyder, S./ Beenes, M., 2018: Don't bank on the bomb. p. 87 ss.

²⁷ www.msci.com > Our Solutions > Indexes > Indexes Resources > Index Tools > [Constituents](#) (consulté le 09.09.2020).

Lockheed Martin produit une large gamme d'armes conventionnelles, mais fabrique également des armes nucléaires pour les États-Unis et le Royaume-Uni. La société est responsable de la construction des missiles nucléaires Trident II D5 pour les sous-marins américains de la classe Ohio, et les sous-marins britanniques de la classe Vanguard. Les États-Unis prévoient de maintenir les missiles Trident II en service jusqu'en 2042²⁸. Les avions de chasse F-16 Lockheed Martin ont été utilisés par les Émirats Arabes Unis pour toucher des cibles en Syrie, et pour des bombardements dans la guerre au Yémen, qui est menée en violation du droit international. Depuis 2015, Lockheed Martin dispose même d'un bureau officiel au Qatar, dans le but de stimuler ses ventes au Proche et au Moyen-Orient²⁹.

Boeing

Boeing est une société américaine, généralement considérée comme conglomérat. Le volet de l'armement au sein de l'entreprise représente 29% de son chiffre d'affaires total³⁰, soit moins de la moitié. Boeing est néanmoins l'un des acteurs majeurs du secteur, puisqu'elle réalise un chiffre d'affaires de 47 milliards de francs dans le matériel de guerre. Fin 2019, les investissements de la BNS dans cette société étaient de plus de 549 millions de dollars, et celles d'UBS atteignaient même 2,78 milliards de dollars³¹. Boeing figure par ailleurs dans l'indice MSCI World, avec une part de 0,48%³². Cela signifie que tous les instituts financiers qui investissent leurs actifs dans cet indice boursier injectent des fonds dans Boeing.

Boeing produit principalement des avions de combat, mais développe également des activités dans le domaine des armes nucléaires³³. Les avions F-15 de Boeing ont été utilisés par les forces aériennes saoudiennes dans la guerre au Yémen, et par les forces aériennes israéliennes pour bombarder la population civile de la bande de Gaza³⁴. La société possède des bureaux à Riyad, Abou Dhabi et Doha, dans le but déclaré de développer le potentiel des avions d'attaque maritime, des avions de reconnaissance et des avions tactiques³⁵.

Northrop Grumman

Northrop Grumman est elle aussi une entreprise américaine. Elle réalise la quasi-totalité de son chiffre d'affaires dans la production de matériel de guerre, principalement d'avions et de navires, mais fabrique aussi des armes nucléaires³⁶. En 2008, Northrop Grumman réussit à vendre ses drones Global Hawk à l'administration américaine, arguant d'un conflit hypothétique entre les États-Unis et l'Iran pour la période de 2015 à 2020. En juin 2019, un drone Global Hawk survolant les eaux du détroit d'Ormuz est abattu par l'Iran. Le président Trump réagit en autorisant des frappes de représailles, avant de changer d'avis et d'annuler ces frappes. En 2019, Credit Suisse avait au moins 105 millions de francs d'investissements dans Northrop Grumman³⁷.

Raytheon

Raytheon est également une entreprise principalement active dans le secteur de l'armement. Les munitions de Raytheon ont été utilisées par l'Arabie Saoudite lors des attaques qu'elle a menées dans la guerre au Yémen. Cette guerre est contraire au droit international et a fait des milliers de victimes civiles³⁸. Le matériel de guerre produit par Raytheon a aussi été utilisé dans la guerre en Irak: au cours des 13 premiers jours de la guerre, l'armée américaine a ainsi lancé 700 missiles de croisière Raytheon, d'une valeur de 600 000 à 1 million de dollars US la

²⁸ www.atombombengeschaeft.de > Die Fakten > Atomwaffenhersteller > [Lockheed Martin](#) (consulté le 09.09.2020).

²⁹ www.lockheedmartin.com > [Middle East](#) (consulté le 09.09.2020).

³⁰ SIPRI 2019: The Sipri Top 100 Arms-Producing and Military Services Companies 2018, p. 9.

³¹ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1610520/000095012320002037/xslForm13F_X01/form13fInfoTable.xml (consulté le 09.09.2020).

³² www.msci.com > Our Solutions > Indexes > Indexes Resources > Index Tools > [Constituents](#) (consulté le 09.09.2020).

³³ www.dontbankonthebomb.com > Nuclear Weapon Producers > Company List > [Boeing](#) (consulté le 09.09.2020).

³⁴ <http://www.webcitation.org/6dL15AeYy?url=http://www.nytimes.com/2015/04/19/world/middleeast/sale-of-us-arms-fuels-the-wars-of-arab-states.html> (consulté le 09.09.2020).

³⁵ www.boeing.com > Media > News Releases/Statements: [Boeing Opens New Office in Doha, Qatar](#) (consulté le 09.09.2020).

³⁶ www.dontbankonthebomb.com > Nuclear Weapon Producers > Company List > [Northrop Grumman](#) (consulté le 09.09.2020).

³⁷ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/824468/000156761920003053/xslForm13F_X01/form13fInfoTable.xml (consulté le 09.09.2020).

³⁸ Briggs, Billy: «Revealed: Bombs partly built in Scotland blitz Yemen where thousands of civilians killed in attacks branded war crimes». In: Daily Record, 31 juillet 2016. En ligne sur: <https://www.dailyrecord.co.uk/news/scottish-news/revealed-bombs-partly-built-scotland-8532118> (consulté le 09.09.2020).

pièce³⁹. Fin 2019, la BNS détenait des investissements de 206 millions de dollars US dans cette entreprise⁴⁰. UBS était également partie prenante, avec au moins 999 millions de dollars US investis⁴¹.

General Dynamics

Comme plusieurs de ses concurrentes, General Dynamics a son siège aux États-Unis⁴². La société réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires, à savoir 61%, dans la production de matériel de guerre⁴³. Elle est par ailleurs impliquée dans la production des systèmes de pilotage du missile nucléaire Trident-II (D5) de la marine américaine⁴⁴. En 2016, General Dynamics Land Systems-Canada, une filiale de General Dynamics basée au Canada, a vendu 700 véhicules blindés légers à l'Arabie saoudite moyennant un prix de 15 milliards de dollars US⁴⁵. Des véhicules qui ont été utilisés lors d'opérations contre la population civile dans la guerre au Yémen, comme le révèlent des documents divulgués fin 2019⁴⁶. Pour l'année 2019, General Dynamics bénéficiait de placements de la BNS à hauteur de 136 millions de dollars US⁴⁷, tandis qu'UBS et Credit suisse avaient investi respectivement 90 millions⁴⁸ et 66 millions⁴⁹ dans cette entreprise.

BAE Systems

BAE Systems est une société britannique qui se focalise presque exclusivement sur la production de matériel de guerre. Elle fabrique notamment des avions de chasse, des navires militaires, des véhicules blindés, des systèmes d'artillerie, des missiles et des munitions⁵⁰. BAE Systems est également impliquée dans la production de systèmes d'armes nucléaires, en produisant par exemple des missiles nucléaires pour les forces armées américaines, britanniques et françaises⁵¹. La société possède une filiale entièrement autonome en Arabie Saoudite⁵². En 2018, BAE Systems a capté des investissements d'UBS à hauteur de 160 millions de dollars⁵³.

³⁹ Die Welt, 02.04.2003: «US-Rüstungskonzerne profitieren von Kriegsausgaben». En ligne sur: <https://www.welt.de/print-welt/article567882/US-Ruestungskonzerne-profitieren-von-Kriegsausgaben.html> (consulté le 09.09.2020).

⁴⁰ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1582202/000158220220000001/xslForm13F_X01/InfoTable_Q42019.xml (consulté le 09.09.2020).

⁴¹ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1610520/000095012320002037/xslForm13F_X01/form13fInfoTable.xml (consulté le 09.09.2020).

⁴² www.gd.com > [Our Businesses](#) (consulté le 09.09.2020).

⁴³ SIPRI 2019: The Sipri Top 100 Arms-Producing and Military Services Companies 2018, p. 9.

⁴⁴ www.atombombengeschaeft.de > Die Fakten > Atomwaffenhersteller > [General Dynamics](#) (consulté le 09.09.2020).

⁴⁵ Gouvernement of Canada : https://www.international.gc.ca/controls-controles/assets/pdfs/documents/Memorandum_for_Action-eng.pdf (consulté le 09.09.2020).

⁴⁶ Russel, Andrew: «Experts dispute Canada's claim of no link between Saudi arms sales and human rights abuses». In: Global News. 22 novembre 2019. En ligne sur: <https://globalnews.ca/news/6206110/canada-saudi-arms-sales-human-rights-abuses> (consulté le 09.09.2020).

⁴⁷ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1582202/000158220220000001/xslForm13F_X01/InfoTable_Q42019.xml (consulté le 09.09.2020).

⁴⁸ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1610520/000095012320002037/xslForm13F_X01/form13fInfoTable.xml (consulté le 09.09.2020).

⁴⁹ United States Securities and Exchange Commission, Form 13F. En ligne sur: https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/824468/000156761920003053/xslForm13F_X01/form13fInfoTable.xml (consulté le 09.09.2020).

⁵⁰ <https://www.baesystems.com/en/what-we-do> (consulté le 09.09.2020).

⁵¹ www.dontbankonthebomb.com > Nuclear Weapon Producers > Company List > [BAE Systems](#) (consulté le 09.09.2020).

⁵² www.baesystems.com > Our Company > [Our Role](#) (consulté le 09.09.2020).

⁵³ Tableau Public: <https://public.tableau.com/profile/ican.switzerland#!/vizhome/DontBankOnTheBomb-CH2019/SwissFinancialInstitutionsBankingOnTheBomb-2019> (consulté le 09.09.2020).

Les changements visés par l'initiative

Les grands acteurs de la production d'armements font partie d'un secteur mortifère qui englobe de nombreuses autres entreprises. Les 100 plus grandes sociétés sont régulièrement analysées par l'institut SIPRI⁵⁴. Le bref aperçu que nous donnons ici suffit à démontrer que les produits de ce secteur contribuent très concrètement à la souffrance dans les zones de guerre. C'est sur le problème des fonds injectés dans ces entreprises depuis la Suisse que nous proposons d'intervenir: **l'initiative vise à interdire le financement de l'industrie internationale de l'armement par des acteurs financiers suisses.**

Il est normal que les entreprises cherchent des fonds sur le marché financier. Les grandes entreprises ne peuvent pas se financer uniquement en vendant leurs produits et services, ou en acquérant des capitaux extérieurs sous forme de prêts ou de crédits auprès d'une banque. C'est pourquoi elles décident plutôt d'ouvrir leur capital-actions à de nouveaux investisseurs en Bourse. Outre l'accès direct au marché des capitaux, cette opération sert aussi à augmenter leur notoriété.

Les producteurs de matériel de guerre ne font pas exception, bien que leurs produits soient totalement différents de ceux d'autres secteurs comme la technologie médicale, l'énergie ou même l'industrie automobile. L'industrie de l'armement fabrique des produits qui servent à détruire des êtres humains. Pourquoi les fabricants de matériel de guerre sont-ils malgré tout représentés dans de nombreux indices? Les raisons sont de deux ordres:

1. L'industrie de l'armement n'est pas perçue comme la branche mortifère qu'elle est (voir p. 4).
2. De nombreux acteurs investissent leurs actifs sans réfléchir au caractère des entreprises qu'ils soutiennent.

L'initiative contre le commerce de guerre vise à interdire à ces investisseurs d'injecter leurs fonds dans l'industrie de l'armement. Elle concerne uniquement les investisseurs institutionnels, et non les particuliers. Le texte de l'initiative est directement applicable à la Banque nationale suisse (BNS), aux fondations de droit suisse et aux institutions de la prévoyance publique et professionnelle. La prévoyance publique comprend l'assurance vieillesse et survivants (AVS), les prestations complémentaires (PC), l'assurance invalidité (AI) et les allocations pour perte de gain en cas de service militaire, de protection civile, de service civil ainsi que de maternité (APG). Est également concerné le Fonds de compensation AVS. Les institutions de la prévoyance professionnelle comprennent les caisses de pension de droit public et de droit privé.

L'initiative vise également les banques et les compagnies d'assurance, qui sont doublement concernées, car elles font aussi office de fiduciaires pour les investissements des caisses de pension et des fondations directement touchées par l'initiative. En cas d'adoption de l'initiative, ces avoirs devraient dorénavant être investis de manière durable. D'autre part, l'initiative oblige la Confédération à s'engager pour que les banques et les compagnies d'assurance renoncent à leurs propres investissements dans les fabricants d'armes, en Suisse comme à l'échelle internationale.

Tous ces instituts financiers ne seraient plus autorisés à effectuer des investissements directs ou indirects dans l'industrie de l'armement. L'investissement direct est une forme simple de financement, par laquelle un institut financier procure directement des avantages financiers à un fabricant de matériel de guerre, par exemple en achetant des actions de la société en question, ou en lui octroyant un prêt. L'investissement indirect désigne au contraire une forme de financement faisant intervenir un élément intermédiaire entre l'institut financier et le fabricant bénéficiaire. Ces éléments intermédiaires peuvent être des fonds de placements ou leurs substituts, des produits structurés ou des opportunités de placement comparables, lorsque le contact entre l'acteur financier et le fabricant de matériel de guerre n'a pas lieu directement mais passe par un tiers.

⁵⁴ SIPRI > Research > Armament and Disarmament > Arms and military expenditure > [Arms Production](#) (consulté le 09.09.2020).

Une initiative réalisable

On nous a longtemps dit que le fait d'exclure les fabricants d'armes des placements réduirait les rendements et augmenterait la charge administrative des investisseurs. De plus, la sécurité de nos rentes auprès des institutions de prévoyance serait compromise. Or l'expansion rapide des investissements dans les activités durables («Sustainable Finance»)⁵⁵ vient prouver le contraire: il existe un large consensus dans les milieux scientifiques et politiques sur le fait que la durabilité est un critère non seulement nécessaire mais aussi rentable. Si les caisses de

pension suisses avaient misé exclusivement sur les investissements durables l'an dernier, elles auraient actuellement 9 milliards de bénéficiaires supplémentaires⁵⁶.

Relevons qu'actuellement, les stratégies de durabilité se limitent souvent aux critères écologiques. Logiquement, une orientation durable doit inclure l'obligation morale de la Suisse de ne pas s'enrichir sur la misère causée par les guerres et les conflits, et de renoncer à cofinancer ce domaine. Une position de plus en plus soutenue ces dernières années. La finance durable n'est plus un créneau spécialisé. Elle est l'avenir du secteur financier, et un critère de qualité pour la Suisse. Le Conseil fédéral s'est également engagé dans ce sens. Dans ses lignes directrices sur la finance durable de juin 2020, il écrit que la place financière suisse doit devenir l'un des principaux centres mondiaux de services financiers durables, permettant à la Suisse «d'apporter une contribution efficace au développement durable»⁵⁷.

Modèle privés et publics pour l'initiative

En Suisse et à travers le monde, il existe déjà des acteurs privés et publics qui appliquent les principes de l'initiative contre le commerce de guerre. Un grand nombre de caisses de pension, d'investisseurs privés et de fonds souverains se sont engagés à ne plus investir dans des entreprises d'armement. Il apparaît donc que l'initiative est réalisable et réaliste, comme le montrent les exemples ci-dessous.

Investisseurs privés et institutionnels

Les caisses de pension privées comme les fondations Abendrot ou Prosperita, ainsi que l'institution de prévoyance Nest, ont des règlements qui excluent explicitement les investissements dans l'industrie de l'armement. Ce qui ne les empêche pas d'obtenir un rendement correspondant aux attentes du marché. L'Association suisse pour des investissements responsables» (SVVK – ASIR) regroupe une série de grands investisseurs institutionnels. Elle recommande de renoncer à investir dans les entreprises qui produisent du matériel de guerre prohibé, comme les armes nucléaires (hors traité de non-prolifération nucléaire)⁵⁸, les armes à sous-munitions ou les mines antipersonnel. La plupart des grandes caisses de pension suisses et de nombreux investisseurs institutionnels sont membres de cette association, notamment le Fonds de compensation AVS, la Suva, la Mobilière ainsi que les caisses de pension de la Confédération, des CFF, de la Poste et de Migros⁵⁹. C'est là une contribution importante aux objectifs de l'initiative contre le commerce de guerre, même si les critères d'exclusion retenus ne sont pas assez stricts.

⁵⁵ L'Association suisse des banquiers s'attend ainsi à ce que la finance durable devienne «la norme sur la place financière suisse». Pour en savoir plus, voir: https://www.swissbanking.org/fr/themes/sujets-daffaires/finance-durable-sustainable-finance?set_language=fr, consulté le 19.07.2020.

⁵⁶ La Suisse possède des avoirs de caisse de pension d'environ 900 milliards. Selon la statistique des caisses de pensions de la Confédération pour 2018, 28% de ces avoirs étaient investis en actions, dont 60%, soit 151,2 milliards, dans des actions étrangères. Si l'on compare la performance de l'indice de durabilité MSCI SRI avec celle de l'indice MSCI World, on constate une différence de rendement de 6,36%. Le MSCI World reflète plus ou moins les entreprises dans lesquelles les investissements sont effectués en l'absence de critères durables. La différence de rendement entre les deux fonds correspond au rendement supplémentaire qui aurait pu être réalisé par tête: si l'on rapporte ces 6,36% aux 151,2 milliards, on obtient un rendement de 160,8 milliards qui aurait pu être réalisé avec une stratégie d'investissements internationaux durables. Le manque à gagner pour la population suisse est donc d'environ 9 milliards de francs.

⁵⁷ Le Conseil fédéral 2020. Lignes directrices en matière de finance durable du 24.06.2020, p. 1.

⁵⁸ Le traité de non-prolifération nucléaire de 1967 définit certains pays comme puissances nucléaires. La stratégie d'investissement de l'ASIR n'exclut pas les producteurs d'armes nucléaires situés dans ces pays.

⁵⁹ www.svvk-asir.ch > [Über uns](#) (consulté le 10.09.2020).

La situation dans les cantons

De nombreuses caisses de pension municipales et cantonales se sont donné des règlements qui excluent le financement de matériel de guerre prohibé par la communauté internationale, comme les armes nucléaires, les armes à sous-munitions ou les mines antipersonnel. Il s'agit notamment des caisses de pension des villes de Zurich⁶⁰ et de Lucerne⁶¹, ainsi que des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, de Zurich⁶² et de Berne⁶³. À Lucerne, la caisse de pension de la ville a intégré la plupart des exigences de l'initiative municipale «Pour l'interdiction du commerce de guerre à Lucerne», qui a donc été retirée avant d'être soumise au vote. Certaines caisses de pension – comme celle de la ville de Bienne – vont plus loin et déclarent exclure totalement les fabricants de matériel de guerre de leurs investissements.

Exemples à l'étranger

À l'étranger, il existe également des instituts financiers qui refusent d'investir dans l'industrie de l'armement et/ou dans les armes prohibées par la communauté internationale. Il s'agit par exemple du Fonds souverain norvégien, l'un des plus grands fonds au monde, qui détient des actifs d'environ 868 milliards de francs⁶⁴. Un autre acteur important de la finance internationale est la «Umweltbank Deutschland», qui exclut à la fois la production et le commerce d'armes – qu'elles soient prohibées ou non – et de biens militaires⁶⁵. Cette banque a pu augmenter les dividendes versés sur ses actions pendant dix années consécutives⁶⁶.

Les effets de l'initiative

Dans son message relatif à l'initiative contre le commerce de guerre, le Conseil fédéral part du principe que l'adoption de cette initiative aurait des conséquences négatives pour la Suisse, notamment pour les instituts financiers concernés. Il affirme par ailleurs que l'initiative mettrait en cause la place financière suisse, et affaiblirait l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM). Aucune de ces critiques n'est fondée.

... sur l'industrie internationale de l'armement

L'initiative contre le commerce de guerre vise à affaiblir l'industrie internationale de l'armement. Il faut admettre que même si l'initiative est adoptée, elle ne supprimera pas cette industrie. Mais elle dévoilera son caractère désastreux pour l'avenir de l'humanité, ainsi que les conséquences catastrophiques du réarmement mondial. En excluant les fabricants de matériel de guerre des portefeuilles d'investissement suisses, notre pays lance un signal qui va réduire l'acceptation de cette industrie. Le secteur de l'armement est une bombe à retardement, qu'il faut enfin désamorcer:

- Les produits de l'industrie des armes servent uniquement à contrôler et à tuer des humains le plus efficacement possible.
- Ces produits sont extraordinairement nuisibles pour l'environnement, sur des années voire des décennies, contribuant ainsi à l'émergence de nouvelles zones de conflit.

⁶⁰ www.pkzh.ch > Vermögensanlage > Nachhaltigkeitspolitik > Umsetzung der Nachhaltigkeitsstrategie > Ausschluss von Firmen (consulté le 10.09.2020).

⁶¹ Pensionskasse Stadt Luzern 2017: Anlagereglement und Richtlinien für die Vermögensbewirtschaftung 2017, p. 3. En ligne sur: https://www.pksl.ch/application/files/6015/2932/2305/Anlagereglement_04_12_2017_neues_Logo.pdf (consulté le 10.09.2020).

⁶² www.svvk-asir.ch > Über uns (consulté le 10.09.2020).

⁶³ Caisse de pension bernoise: Règlement de placement du 16 juin 2020, Chiffre 5 «Principes relatifs au placement de fortune durable et éthique». En ligne sur: https://www.bpk.ch/fileadmin/redaktion/3_Kundenservice/3.2_Publikationen/3.2.3_Gesetz_und_Reglemente/Anlagereglement_F.pdf (consulté le 10.09.2020).

⁶⁴ <https://www.nbim.no/en/the-fund/responsible-investment/divestments/>

⁶⁵ Umweltbank: Nachhaltigkeits- und Geschäftsbericht 2018, p. 24. En ligne sur: https://www.umweltbank.de/Resources/Persistent/7252a9f6241f3f77c0fc1a605b9fb67c2e043839/Umweltbank_Bericht_2018.pdf (consulté le 10.09.2020).

⁶⁶ Börse Online, 29.06.2019. En ligne sur: <https://www.boerse-online.de/nachrichten/aktien/umweltbank-gibt-neue-aktien-aus-und-erhoeht-zum-zehnten-mal-in-folge-die-dividende-1028312968> (consulté le 10.09.2020).

- La surévaluation de l'armement militaire en tant qu'élément de la politique de sécurité signifie que les moyens manquent pour faire face à la crise majeure qui menace réellement notre avenir: le changement climatique.

... sur la demande en armes

L'adoption de l'initiative n'aura pas pour conséquence un effondrement immédiat de la demande de matériel de guerre. Étant donné que la production de matériel de guerre dépasse la demande nécessaire, l'initiative est toutefois une occasion unique de pointer et de dénoncer la course internationale aux armements. Il s'avère en effet que la présence de grandes quantités d'armes précède le déclenchement de tout conflit. Les armes disponibles attisent une escalade inutile de la violence, et produisent des conséquences catastrophiques par leur usage. Il est vrai que la course à l'armement est intéressante sur le plan des investissements. L'initiative contre le commerce de guerre est donc l'occasion de montrer comment le financement de la production des armes favorise la course aux armements.

... sur l'engagement de la Suisse

L'engagement de la Suisse en matière de coopération au développement, de promotion de la paix et des droits humains est une contribution importante à la lutte contre les causes des conflits armés potentiels. Les efforts suisses en faveur du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération sont tout aussi louables. La Suisse fait également un bon travail dans sa fonction de médiation. Mais toutes ces activités apparaissent sous un jour étrange, si l'on considère l'attitude intransigeante de la Suisse dès qu'il s'agit de régler sa place financière. Il est injuste et indigne que la Suisse investisse des milliards de francs dans la production d'armements, car ce matériel de guerre sert à alimenter les conflits que notre pays cherche par ailleurs à pacifier par ses efforts diplomatiques et humanitaires. En adoptant l'initiative contre le commerce de guerre, la Suisse se donne une politique plus cohérente.

... sur le capital de prévoyance auquel les personnes assurées ont droit

En investissant dans des produits de placement durables, on ne perd rien, et on peut même souvent s'attendre à un meilleur rendement: si les caisses de pension suisses avaient investi uniquement dans des placements durables l'an dernier, nos avoirs de caisse de pension seraient aujourd'hui majorés de 1000 francs par tête en moyenne. Les investissements durables sont également plus rentables à long terme, car ils comportent moins de risques⁶⁷.

... sur l'indépendance de la Banque nationale

L'initiative restreint les options d'investissement de la Banque nationale suisse. Or la BNS s'est elle-même fixé des critères d'exclusion: elle n'investit pas dans les banques et les établissements similaires à moyenne ou à grande capitalisation dans les pays industrialisés. De même, elle renonce à investir dans des entreprises qui produisent des armes prohibées par la communauté internationale, qui violent massivement des droits humains fondamentaux ou qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement⁶⁸. Pour autant, personne ne met en doute l'indépendance de la Banque nationale.

... sur l'approvisionnement des forces armées suisses

La plupart des équipements et des matériels destinés à l'armée sont achetés à l'étranger. L'approvisionnement des forces armées n'est pas menacé par l'initiative, car le retrait des investissements suisses n'aura pas pour conséquence un effondrement de l'industrie internationale (voir ci-dessus). Selon les principes du Conseil fédéral pour la politique d'armement du DDPS publiés le 24 octobre 2018, cette dépendance vis-à-vis de l'étranger est d'ailleurs voulue⁶⁹. En matière d'achats, le DDPS s'appuie largement sur la coopération internationale.

⁶⁷ Herger Patrick: «Die definitive Antwort auf die Frage, ob nachhaltige Investments höhere Renditen bringen oder tiefere». In: NZZ, 25.05.2019. En ligne sur: <https://www.nzz.ch/finanzen/fonds/bringen-nachhaltige-investments-hoehere-renditen-die-definitive-antwort-id.1482117> (consulté le 10.09.2020).

⁶⁸ Directives générales de la Banque nationale suisse (BNS) sur la politique de placement du 27 mai 2004 (état le 1^{er} avril 2015), point 3.2. En ligne sur: https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/snb_legal_richtlinien/source/snb_legal_richtlinien.fr.pdf (consulté le 01.09.2020).

⁶⁹ Principes du Conseil fédéral en matière de politique d'armement du DDPS, 24 octobre 2018, p. 7246.

... sur l'industrie suisse de l'armement

L'industrie suisse des armes n'est touchée que de manière accessoire. L'interdiction de financement, que prévoit l'initiative concerne en premier lieu la BNS, les fondations et les institutions de prévoyance. Celles-ci investissent principalement de manière passive, c'est-à-dire par le biais de fonds et d'indices. Les grands véhicules de

placement sont particulièrement intéressants. Or ces véhicules n'englobent que les grandes entreprises: il est peu probable qu'une entreprise suisse d'armement soient représentée dans un fonds international comme ceux que la BNS ou une caisse de pension retiendrait pour ses investissements, même si cette entreprise réalise plus de 5% de son chiffre d'affaires annuel grâce à la production de matériel de guerre.

... sur l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM)

On dit souvent que l'adoption de l'initiative nuirait aux fournisseurs de l'industrie suisse d'armement, ce qui menacerait de nombreux emplois. Cette critique est incorrecte. L'initiative vise uniquement le matériel de guerre, qui est clairement défini: le traité international de Wassenaar énumère en détail les marchandises qui relèvent du matériel de guerre et celles qui ne sont pas concernées. La définition suisse est même encore plus restrictive, puisqu'elle connaît une catégorie intitulée «biens militaires spécifiques». Par rapport aux autres États signataires du traité, la liste de Wassenaar applicable à la Suisse est donc plus courte.

Il est vrai que l'article 5 de la loi sur le matériel de guerre mentionne «les pièces détachées et les éléments d'assemblage», mais ceux-ci ne comptent comme matériel de guerre que s'il est reconnaissable qu'on ne peut pas les utiliser à des fins civiles. Cette définition est claire et très restrictive. Il est possible que des biens civils puissent également être utilisés comme matériel de guerre. Dans ce cas, il s'agit de biens à double usage. Toutefois, si un produit ne peut pas être utilisé à des fins civiles, cette définition est à nouveau limitée à ce que veut l'initiative: interdire le financement de produits définis comme du matériel de guerre.

... sur la Suisse en tant que place financière respectée au niveau international

Une place financière durable est la meilleure carte de visite que la Suisse puisse souhaiter. L'importance des facteurs de durabilité est une question qui touche les pays du monde entier. Divers gouvernements et responsables politiques explorent actuellement les régulations possibles sur les marchés financiers en vue de stimuler des politiques d'investissements plus durables. Face à l'urgence des questions climatiques, il est devenu incontournable pour les décideurs politiques de développer des stratégies détaillées pour une finance durable⁷⁰. La Suisse peut exploiter cette évolution à son avantage, et se distinguer comme État pionnier. Dans le cas contraire, si la place financière suisse ne s'adapte pas aux nouvelles exigences, elle risque une perte de réputation, et le départ d'investisseurs importants qui préfèrent placer leur argent conformément aux principes financiers de leur pays ou de leur entreprise.

LA SUISSE A TOUT À GAGNER

Avec un OUI à l'initiative contre le commerce de guerre, la Suisse a tout à gagner, car l'initiative:

... est un pas vers un monde plus pacifique

Le commerce des armes est un business florissant. Depuis la fin de la guerre froide, le volume des armes est en constante augmentation, et la technologie de l'armement connaît des innovations effrayantes. Ce qui n'a pas rendu le monde plus pacifique et plus sûr. Plus il y a d'armes en circulation, plus les tensions même minimales risquent de s'envenimer. Cette surabondance d'armes, favorise l'oppression des personnes par les régimes, les menaces exercées par des acteurs paraétatiques, les déplacements de populations en raison d'un avenir incertain, et leur assassinat pur et simple. Une vie normale n'est pas possible tant que le commerce des armes continuera à se développer quasiment sans contrôle. Les tentatives de réglementer plus strictement le commerce des armes sont louables, mais s'avèrent peu efficaces. Le trafic d'armes est

⁷⁰ Swiss Sustainable Finance: Swiss Sustainable Investment Market Study 2020, p. 44ss.

en expansion un peu partout, et il est particulièrement dangereux dans les régions où les structures démocratiques sont fragiles, et où la société civile est exposée à l'arbitraire des autorités et des acteurs paraétatiques. Or avant d'être pointées sur les personnes, les armes doivent être financées, produites et livrées. En dénonçant ce business et en proscrivant son financement, on améliore donc réellement et directement les chances de pacification des régions touchées.

... lutte contre les causes qui poussent les personnes à fuir

À travers le monde, des millions de personnes sont forcées de fuir, en raison des guerres et des conflits. En 2019, 97,5 millions de personnes étaient en fuite, menacées par les guerres, les persécutions et les violations des droits humains⁷¹. Près des deux tiers sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, qui se voient forcées de quitter leur région d'origine⁷². Leur sort n'intéresse quasiment pas les médias, qui n'évoquent pas non plus le rôle de l'industrie des armes concernant la migration forcée. Il n'en reste pas moins que les guerres et les violences ainsi que les violations des droits humains comptent parmi les principales causes qui poussent les personnes à fuir⁷³. Les populations fuient les bombardements, le recrutement forcé, les attaques armées et l'oppression. Il est inacceptable que la Suisse contribue financièrement à la production d'armes qui sont utilisées contre des personnes et créent des migrations forcées.

... protège la neutralité et la crédibilité de la Suisse

En tant que pays neutre ayant une tradition humanitaire, la Suisse s'engage en faveur des droits humains, de la paix et des solutions diplomatiques. Le fait d'investir des milliards de francs dans des guerres et des conflits est incompatible avec la neutralité suisse. La neutralité n'est pas seulement un instrument de politique étrangère pour justifier le refus de la Suisse de prendre parti en cas de guerre. Le concept de neutralité doit être compris dans un sens plus large: il s'agit d'un engagement à résoudre les conflits de manière à éviter, à l'avenir, que des intérêts soient imposés par la force des armes. La neutralité touche donc tous les domaines politiques d'un pays, et notamment la politique intérieure, la politique financière et la politique d'exportation. Si elle veut être crédible comme État neutre, la Suisse ne peut pas limiter sa neutralité au domaine de la politique étrangère. Un État neutre ne peut pas se mettre en position de devoir violer ses obligations de neutralité en cas de conflit futur. En participant au financement de la production du matériel de guerre, la Suisse contrevient au principe de neutralité, puisque les armes financées avec notre argent sont vendues à des parties en conflit. De fait, la Suisse a choisi son camp: elle est du côté de tous ceux qui utilisent des armes cofinancées par la Suisse.

... est économiquement pertinente

Il est rentable d'investir selon des critères de durabilité. C'est pourquoi de nombreuses sociétés financières privilégient déjà les investissements éthiques. La durabilité est l'avenir des marchés financiers. La plupart des instituts financiers possèdent une forme de stratégie de durabilité, ou se réclament plus ou moins des placements durables. Le marché des investissements durables a ainsi connue croissance de 62% en 2019⁷⁴. Si ce chiffre est prometteur, il est toutefois sujet à caution: les approches en matière d'investissements durables sont basées sur des critères très variables⁷⁵, et n'excluent pas toujours les fabricants d'armes. En l'absence d'obligations légales et de contrôles suffisants, il y a toujours le risque de lacunes importantes que l'autorégulation du marché ne suffit pas à combler. L'initiative contre le commerce de guerre introduit une plus grande transparence et des règles plus strictes.

... protège notre climat de diverses manières

L'industrie de l'armement est l'un des secteurs les plus polluants, dégradant doublement la nature: d'abord par la production, et ensuite par l'utilisation de matériel de guerre. Les produits de l'industrie des armes sont extraordinairement nuisibles pour l'environnement, contribuant ainsi à l'émergence de

⁷¹ Voir sous UNO Flüchtlingshilfe > Informieren > Flüchtlingszahlen. En ligne sur : <https://www.uno-fluechtlingshilfe.de/informieren/fluechtlingzahlen/> (consulté le 09.09.2020).

⁷² www.unhcr.org/fr/ > En bref > Qui nous aidons > [Personnes déplacées internes](#) (consulté le 09.09.2020).

⁷³ www.uno-fluechtlingshilfe.de > Start > Informieren > [Fluchtursachen](#) (consulté le 12.09.2020).

⁷⁴ Swiss Sustainable Finance: Sustainable Investment Market Study 2020, p. 8.

⁷⁵ Pour un bon aperçu, voir par exemple les définitions des Nations Unies: <https://www.unepfi.org/about/>.

nouvelles zones de conflit. Il n'existe aucune nécessité pour la Suisse de participer au financement de ce genre d'activités. Tout ce qui n'est pas investi dans les armes peut servir à assurer un avenir à l'humanité.